ALGÉRIE

L'Algérie est une république pluripartite d'environ 36 millions d'habitants dont le chef d'État (le président) est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans. Le président détient l'autorité constitutionnelle de nommer et de révoquer les membres du gouvernement et le Premier ministre. Le président Abdelaziz Bouteflika a été réélu en 2004 à la suite d'une élection contestée, globalement transparente. Le 12 novembre, le Parlement a adopté un amendement constitutionnel qui éliminait la limite des deux mandats présidentiels. Les élections législatives pluripartites de mai 2007 se sont généralement déroulées dans la transparence, mais tous les partis politiques n'ont pas eu pleinement accès au processus électoral. Des élections locales pluripartites ont eu lieu en novembre 2007, mais le processus électoral a été entaché d'irrégularités et d'accusations de fraude. L'état d'urgence décrété en 1992 est resté en vigueur pendant l'année. Le pouvoir civil a maintenu dans l'ensemble un contrôle effectif des forces de l'ordre.

Bien que la loi reconnaisse le droit de changer le gouvernement par la voie des urnes, les restrictions à la liberté d'association ont considérablement limité la capacité des citoyens de le faire. D'autres problèmes relatifs aux droits de l'homme ont été l'échec d'apporter des éclaircissements au sujet de personnes disparues en détention dans les années 1990, des rapports de mauvais traitements et de torture, l'impunité des officiels, le recours abusif à la détention préventive, les mauvaises conditions dans les prisons, l'indépendance limitée du pouvoir judiciaire et les restrictions aux libertés d'expression, de la presse et d'association. Des limitations supplémentaires ont aussi été imposées à la liberté de religion, et des problèmes accrus de restriction de mouvement d'ordre sécuritaire, de corruption et de manque de transparence gouvernementale, de discrimination et de violence contre les femmes, et de restrictions des droits des travailleurs ont été signalés.

Des groupes armés ont commis un nombre important d'actes de violence à l'encontre de civils, de responsables du gouvernement et de membres des forces de sécurité.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de ne pas être victime des violations suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Il n'y a eu aucun rapport indiquant que le gouvernement ou ses agents aient procédé à des exécutions extrajudiciaires ou illégales.

Le ministère de l'Intérieur a publié de temps à autre des informations sur le nombre total des décès de terroristes, de civils et de membres des forces de sécurité. Pendant l'année, les forces de sécurité ont tué, blessé ou arrêté environ un millier de terroristes. Selon les informations publiées dans la presse au sujet des estimations officielles, il y a eu en tout 321 décès. Sur ce nombre, les terroristes ont tué 90 civils et 69 membres des forces de sécurité ; les forces de sécurité ont tué 162 personnes soupçonnées de terrorisme. Ces chiffres étaient en diminution par rapport aux 670 décès constatés en 2007.

La plupart des attentats terroristes commis pendant l'année ont été attribués au groupe terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQIM), qui s'est constitué en janvier 2007 à la suite de l'alliance du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) avec Al-Qaïda en 2006.

L'année a été marquée par de graves actes de violence. Le 8 juin, un double attentat à la bombe a fait 14 morts à Lakhdaria. Le 9 août, un homme a fait sauter une voiture piégée à proximité d'un poste de surveillance de la police à Zemmouri, faisant huit morts et 19 blessés. Le 17 août, des terroristes ont fait exploser un engin explosif improvisé et ont tué par balle huit policiers, trois soldats et deux civils. Le 19 août, un attentat suicide devant une école de formation de la police à Issers a fait au moins 44 morts et 45 blessés. L'AQIM a revendiqué tous ces attentats. M. Nouredine Zerhouni, ministre de l'Intérieur, a déclaré au milieu de l'année qu'entre 200 et 300 terroristes étaient actifs dans le pays.

b. Disparition

Les disparitions forcées, qui se chiffrent en milliers, ont constitué un problème important dans les années 1990 et ont

continué d'être une question évoquée dans les médias et soulevée par les organisations non gouvernementales (NGO) locales et internationales. Le gouvernement a estimé que 6.546 personnes avaient été portées disparues ou avaient disparu à la suite d'actions du gouvernement entre 1992 et 1999, et que près de 10.000 autres avaient été portées disparues ou avaient disparu à la suite d'enlèvements ou de meurtres terroristes. Les ONG ont rapporté que les forces de sécurité avaient aussi joué un rôle dans la disparition de près de 8.000 personnes.

En février 2007, le gouvernement a signé la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. La loi 06-01 de 2006 prévoit des mesures pour indemniser les victimes de disparitions. Pour que les tribunaux soient saisis de cas de disparition, la loi exige qu'il y ait au moins deux témoins oculaires. Beaucoup de disparitions datant des années 1990 ont été ultérieurement attribuées aux forces de sécurité ; toutefois, le gouvernement n'a pas lancé de poursuites contre le personnel de ces forces et rien n'indique qu'il ait enquêté sur des cas dont il avait attribué la responsabilité à des forces de sécurité.

En 2005, les électeurs ont approuvé par referendum la Charte pour la paix et la réconciliation nationale proposée par le président Bouteflika, qui a mis fin au mécanisme ad hoc créé en 2003 pour apporter des éclaircissements sur les disparitions. La charte est entrée en vigueur en mars 2006. Elle amnistiait et protégeait de toute enquête ultérieure l'Armée nationale populaire, les forces de sécurité, les groupes armés soutenus par le gouvernement et toutes les personnes qui s'étaient battues pour le compte du gouvernement.

L'amnistie était aussi accordée à certains militants et terroristes islamiques. Pour en bénéficier, les individus impliqués dans le terrorisme devaient cesser leurs activités armées et se rendre avec leurs armes aux autorités. Les personnes impliquées dans des massacres, des viols ou des attentats à la bombe dans des lieux publics n'avaient pas droit à l'amnistie. De nombreux terroristes emprisonnés ont été amnistiés. Certaines ONG locales, y compris SOS Disparus, Djazaïrouna et la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), ont critiqué la charte parce qu'elle permettait à des terroristes d'échapper à la justice.

Le 26 mai, le Comité des Nations Unies contre la torture s'est déclaré préoccupé par l'impunité que la loi 06-01 conférait à des membres de groupes armés et à des responsables de l'État, et

par le fait que le gouvernement n'avait pas encore entamé de démarches pour enquêter sur le sort des disparus. Le Comité s'inquiétait aussi de ce que le gouvernement n'avait pas annoncé publiquement les critères d'indemnisation des familles et demandait aux personnes indemnisées de renoncer à leur droit de réclamer des dommages civils à l'État.

Pour les familles des disparus, l'obtention des indemnités fournies par le gouvernement s'est accompagnée de nombreux retards et complications. Selon le ministère de la Solidarité nationale, en 2006, le gouvernement a créé un fonds spécial d'un montant de près de 22 milliards de dinars (300 millions de dollars) afin d'indemniser les personnes déclarées éligibles par la Charte pour la paix et la réconciliation nationale. En octobre, M. Farouk Ksentini, qui est le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) et le médiateur du gouvernement pour les droits de l'homme, a déclaré que 97 % des familles des disparus avaient accepté une indemnité aux termes de la charte. À la fin de 2007, au moins 17.000 demandes d'indemnités avaient été déposées et près de 5.300 d'entre elles avaient été honorées. 2.700 autres demandes étaient en cours d'examen. Les 9.000 demandes restantes ne devaient pas donner lieu à une indemnité directe en vertu de la charte, mais ces personnes devaient recevoir une assistance financière du ministère de la Solidarité nationale.

Le 16 mai, le ministre de l'Intérieur, M. Zerhouni, a signalé que 115 des 375 cas d'enlèvements qui s'étaient produits au cours des deux années précédentes étaient liés au terrorisme.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit la torture et tout autre traitement ou châtiment cruel, inhumain ou dégradant ; toutefois, les ONG et militants locaux de défense des droits de l'homme ont signalé que les responsables du gouvernement avaient recours à ces pratiques pour obtenir des confessions. Les agents gouvernementaux encourent des peines de 10 à 20 ans de prison pour de tels actes. Toutefois, l'impunité demeurait un problème.

Les avocats des droits de l'homme ont soutenu que la torture était encore pratiquée dans des centres de détention, le plus souvent contre des personnes arrêtées pour des « raisons de sécurité ».

En février, l'ONG de défense des droits de l'homme Alkarama a signalé qu'après une protestation de détenus qui réclamaient un espace de prière, les gardiens ont menotté, dénudé et battu environ 80 prisonniers à coups de barres de fer et de matraques.

Le 19 mai, un tribunal de Blida a placé sous contrôle judiciaire quatre policiers accusés d'avoir torturé cinq suspects au commissariat de Cheraga et a ordonné leur mise en détention provisoire. Le 15 décembre, le procureur de Blida a requis une peine de prison de 12 ans pour chaque policier et une peine de 7 ans pour l'ancien chef de ce commissariat. Les victimes ont déclaré que les policiers avaient utilisé un pistolet à impulsion électronique (taser) après leur arrestation afin de leur faire subir des chocs électriques et les obliger à avouer dans une affaire de voiture volée. Le procès était encore en cours à la fin de l'année.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Pendant l'année, le gouvernement a autorisé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Société du Croissant-Rouge à effectuer des visites dans des prisons non militaires. Les visites du CICR dans des lieux de détention administrés par le ministère de la Justice, ainsi qu'à des personnes détenues dans des commissariats et des gendarmeries, se sont déroulées conformément aux modalités standard. Le gouvernement a refusé les visites des prisons militaires et des prisons et centres de détention de haute sécurité à d'autres observateurs des droits de l'homme.

En février, une délégation du CICR s'est rendue dans la prison d'El-Harrach après que des rapports eurent signalé que les gardiens usaient de violence à l'encontre des prisonniers. Selon des rapports de presse, les prisonniers s'étaient plaints de la fermeture de la salle de prière.

Le 9 juin, M. Mokhtar Felioune, directeur général de l'Administration pénitentiaire, a annoncé que 7.547 prisonniers avaient bénéficié d'une libération provisoire dans le cadre des efforts du gouvernement pour réduire le surpeuplement dans les prisons du pays. M. Felioune a aussi annoncé que 1.390 prisonniers avaient bénéficié de programmes de remise en liberté travail/études, et que 8.268 autres avaient été placés en liberté conditionnelle pour bonne conduite. Le 22 décembre, au cours d'une conférence de presse, M. Felioune a déclaré qu'il y avait 65.000 prisonniers dans le système pénal du pays. En 2007,

il a déclaré qu'il y avait 54.000 personnes détenues dans 127 prisons.

Le surpeuplement était un problème dans un grand nombre de prisons. Selon des avocats défenseurs des droits de l'homme, le problème du surpeuplement s'explique en partie par « le recours abusif à la détention préventive ». Les prisonniers en détention préventive étaient détenus séparément des prisonniers condamnés. Dans sa déclaration du 2 octobre, M. Felioune s'est dit préoccupé par le surpeuplement dans les prisons. Dans certains cas, ce surpeuplement veut dire que les mineurs sont emprisonnés avec des adultes ; toutefois, en général, le pays disposait de centres de détention pour mineurs séparés. Le 15 décembre, un journal local signalait que la CNCPPDH avait effectué 34 visites dans les prisons durant l'année et attiré l'attention sur les problèmes que représentent le surpeuplement, le nombre de lits insuffisant, ainsi que des conditions médiocres d'éclairage, de ventilation, de nutrition et d'hygiène.

Dans son rapport de mai, le Comité des Nations Unies contre la torture s'est dit préoccupé par des informations selon lesquelles le Département du Renseignement et de la sécurité (DRS), le bureau de renseignement militaire chargé de la sécurité intérieure, disposait de centres de détention secrets dans des casernes militaires d'Alger dont le fonctionnement échappait complètement aux autorités judiciaires.

Le gouvernement a annoncé que 14.000 prisonniers ont suivi divers cours de formation professionnelle, que 1.551 autres ont préparé le brevet d'enseignement fondamental (BEF) et que 1.357 ont préparé l'examen de fin d'études secondaires (Bac). Le 23 juillet, le président a gracié 260 prisonniers qui avaient réussi le BEF et 36 qui avaient réussi le Bac.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La Constitution interdit les arrestations et la détention arbitraires. Le 9 septembre, le chef de la CNCPPDH, organe nommé par le gouvernement, a déclaré que le recours abusif à la détention préventive entachait l'image du système judiciaire du pays.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale, forte de plus de 108.000 membres, est sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et a juridiction sur l'ensemble du territoire. La gendarmerie, sous l'autorité du

ministère de la Défense, exécute également des fonctions qui s'apparentent à celles de la police en dehors des zones urbaines. Le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) dépend du ministère de la Défense. Il remplit des fonctions relatives à la sécurité intérieure, mais également des fonctions assimilables à celle de la police dans les cas de terrorisme. La police et la gendarmerie ont été généralement efficaces pour assurer le maintien de l'ordre. Toutes les forces de sécurité reçoivent une copie d'un code de déontologie qui établit des règles de conduite et prévoit des sanctions en cas d'infraction. La corruption existait, notamment au sein de la police des douanes. Selon des rapports de presse, au cours des trois dernières années, 960 douaniers sont passés devant des commissions disciplinaires pour motif de négligence officielle ou de corruption. Le 27 juillet, les responsables des douanes ont signalé 215 infractions à la discipline pendant le premier trimestre de l'année ; 118 infractions ont donné lieu à des réprimandes officielles et neuf à des suspensions.

L'impunité est toujours un problème important. Le gouvernement n'a pas fourni d'informations publiques décomposées sur le nombre de policiers, militaires ou autres personnels des forces de sécurité ayant commis des infractions, sur les infractions commises ni sur les sanctions appliquées.

Selon des avocats défenseurs des droits de l'homme, des responsables de la police et des ONG locales, les abus les plus fréquents de l'autorité de la police tenaient au fait que les agents n'avaient pas suivi les consignes établies en matière d'arrestations.

Arrestation et détention

En vertu de la loi, la police doit obtenir une citation à comparaître du bureau du procureur pour exiger qu'un suspect se présente dans un commissariat de police pour y subir un interrogatoire préliminaire. Les citations et assignations servent également à notifier les personnes accusées et/ou les victimes qu'elles sont tenues de comparaître à un procès ou d'assister à une audience.

Le gouvernement délivre des mandats dans trois circonstances : pour amener une personne de son lieu de travail ou de son domicile au tribunal, pour exécuter une demande de placement en détention préventive approuvée par le procureur, ou pour arrêter un suspect dont on soupçonne qu'il pourrait prendre la fuite. Les agents de police peuvent procéder à des arrestations sans

mandat s'ils sont témoins d'une infraction. Les avocats ont indiqué que les procédures relatives aux mandats, citations et assignations étaient généralement suivies.

La Constitution stipule qu'un suspect peut être retenu en garde à vue jusqu'à 48 heures sans être accusé. Si elle a besoin de plus de temps pour réunir des preuves supplémentaires, la police peut demander au procureur de prolonger la garde à vue jusqu'à 72 heures. Les personnes soupçonnées d'actes de terrorisme ou de subversion peuvent être détenues jusqu'à 12 jours sans mise en accusation et sans avoir accès à un avocat. En général, les forces de sécurité ont respecté la limite des 48 heures dans les cas autres que ceux de terrorisme.

La détention préventive prolongée a continué de poser problème. La loi ne confère pas au détenu le droit à une prompt détermination judiciaire de la légalité de sa détention. Le Code pénal prévoit que les personnes accusées d'actes portant atteinte à la sécurité de l'État, y compris de terrorisme, peuvent rester en détention préventive jusqu'à 20 mois ; le procureur doit justifier tous les quatre mois du maintien de la détention préventive.

Les juges ont rarement refusé les demandes du procureur au sujet de la prolongation de la détention préventive, qui peut faire l'objet d'un appel devant un tribunal supérieur, mais qui a rarement été annulée. Si la détention est annulée, le détenu peut demander à être indemnisé. La plupart des détenus ont promptement accès à un avocat de leur choix et, pour les détenus indigents, le gouvernement en commet un d'office. En novembre 2007, selon l'administration pénitentiaire, les prisonniers en détention préventive représentaient 6.100 individus ou 11 % des personnes détenues par les autorités carcérales.

Il n'existe pas de système de liberté sous caution, mais dans les affaires autres que criminelles, les suspects sont généralement remis en « liberté provisoire » en attendant leur jugement. Les suspects en liberté provisoire doivent se présenter chaque semaine au commissariat de leur quartier et il leur est interdit de quitter le territoire national.

Le Code pénal exige que les personnes placées en détention préventive soient immédiatement informées de leur droit de communiquer avec les membres de leur famille, de recevoir des visiteurs et d'être examinées par un médecin de leur choix à la fin de la détention. En outre, tout suspect peut demander un examen médical à l'intérieur des locaux de la police ou avant de

comparaître devant un juge. En pratique, cependant, les détenus n'ont été examinés qu'à la fin de leur détention. Il y a eu cette année encore des rapports indiquant que ces droits des détenus n'étaient pas respectés.

En juillet, selon des avocats défenseurs des droits de l'homme, les autorités ont accusé Kamal Akkache d'appartenir à une organisation terroriste et celui-ci était toujours en détention à la fin de l'année. Amnesty International (AI) a signalé qu'en septembre 2007, les agents du DRS ont détenu Akkache et l'ont gardé en prison pendant 10 mois sans l'accuser. À la fin de l'année, Mohamed Fatmia était toujours détenu à la prison de Serkadji pour cause de terrorisme après avoir été arrêté par les agents du DRS et tenu au secret pendant toute l'année 2007. Les organisations de défense des droits de l'homme ont signalé que les autorités détenaient toujours Mohamed Rahmouni au tribunal militaire de Blida sans qu'il ait eu accès à un avocat.

En octobre 2007, les autorités ont relâché Fethi Hamaddouche. Celui-ci avait été détenu par le DRS sans être accusé depuis mars 2007. Des ONG ont signalé que les autorités ont aussi libéré Youcef Belmouaz et Brahim Abed en 2007, après sept mois de détention sans aucun contact avec l'extérieur. Les deux hommes ont été jugés et acquittés de l'accusation d'appartenir à une organisation terroriste active à l'étranger.

En 2006, selon des ONG locales et internationales, Mohammed Rabah Ajine, Zeineddine Belacel et Habib Boukhatemi ont disparu avant d'être placés en détention préventive à Alger. Quatre mois plus tard, ils ont comparu devant un juge et ont été accusés de faire partie d'un groupe terroriste qui opérait en Algérie et à l'étranger. Un tribunal a acquitté M. Belacel ; MM. Ajine et Boukhatemi ont été condamnés à trois ans de prison.

e. Dénier de procès public équitable

Bien que la Constitution garantisse l'indépendance du pouvoir judiciaire, le président exerce le pouvoir judiciaire suprême et les décrets et l'influence de l'exécutif ont limité l'indépendance judiciaire. La Constitution confère le droit à un procès équitable ; toutefois, dans la pratique, il arrive que les autorités ne respectent pas complètement les dispositions juridiques relatives aux droits des prévenus et leur refusent les garanties prévues par la loi.

Le Conseil supérieur de la magistrature est chargé de faire respecter la discipline judiciaire et de nommer tous les juges. Le président Bouteflika préside ce Conseil.

Le système judiciaire comprend des tribunaux civils, qui instruisent les affaires impliquant des civils accusés d'actes qui ne sont pas liés à la sécurité ou au terrorisme, et des tribunaux militaires qui peuvent instruire les affaires impliquant des civils accusés d'atteintes à la sécurité ou de terrorisme. Les tribunaux pénaux ordinaires peuvent instruire des affaires qui impliquent certaines atteintes à la sécurité au niveau local. En matière de droit de la famille, les décisions judiciaires se fondent à la fois sur la charia (loi islamique) et sur le droit civil.

Les tribunaux militaires d'Oran, de Blida, de Constantine et de Bechar instruisent les affaires relatives à la sécurité de l'État, à l'espionnage et à d'autres atteintes à la sûreté dans lesquelles des personnels militaires et des civils sont impliqués. Chaque tribunal est composé de trois juges civils et deux juges militaires. Bien que le président de chaque tribunal soit un civil, le juge principal est un officier militaire. Les avocats de la défense doivent être accrédités par le tribunal militaire pour comparaître. La présence du public au procès est laissée à la discrétion du tribunal. Les appels sont interjetés directement à la Cour suprême. Les tribunaux militaires jugent certaines affaires, mais ne divulguent que rarement les détails des procès. Aucune information publique n'était disponible sur les affaires dont ils ont été saisis pendant l'année.

Le Conseil constitutionnel, de neuf membres, examine la constitutionnalité des traités, des lois et des réglementations. Bien qu'il n'appartienne pas à l'appareil judiciaire, il a le pouvoir d'invalider les lois jugées inconstitutionnelles, de confirmer les résultats de tout type d'élection et de servir d'arbitre final concernant les amendements votés par les deux chambres du Parlement avant qu'ils ne deviennent loi.

Procédures régissant les procès

Les prévenus sont présumés innocents et ont le droit d'être présents et de consulter un avocat, rémunéré sur les deniers publics si nécessaire. La plupart des procès sont publics et sans jury. Les accusés peuvent confronter ou interroger les témoins à charge ou présenter des témoins et des preuves pour leur propre défense. Les accusés et leurs avocats n'ont pas toujours eu accès aux preuves versées à leur dossier par le

gouvernement. Les prévenus ont le droit de faire appel. Le témoignage des hommes et des femmes est considéré de poids égal en vertu de la loi.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun rapport n'a fait état de prisonniers et de détenus politique pendant l'année.

Procédures et recours judiciaires civils

Le système judiciaire n'était pas totalement impartial et indépendant dans les procédures civiles et ce manque d'indépendance est particulièrement évident dans les affaires relatives aux droits de l'homme. Les décisions pouvaient être influencées par les contacts familiaux et le statut des parties. Les particuliers peuvent intenter des procès et il y a des procédures administratives liées à l'amnistie qui peuvent permettre d'obtenir des dommages en cas de violations des droits de l'homme et des indemnités pour préjudices.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer ou la correspondance

La Constitution interdit de tels actes ; en pratique, cependant, les autorités gouvernementales ont enfreint certains droits à la vie privée des citoyens. Selon les militants d'organisations de défense des droits, le gouvernement a surveillé les communications d'opposants politiques, de journalistes, de groupes de défense des droits de l'homme et de personnes soupçonnées de terrorisme. Des agents de la sécurité auraient effectué des perquisitions à domicile sans mandat.

Section 2 - Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution prévoit la liberté d'expression et la liberté de la presse ; toutefois, en pratique, le gouvernement a restreint ces droits en accusant des éditeurs, des rédacteurs et des journalistes de diffamation et en les soumettant à des pressions informelles.

Les particuliers ont généralement pu critiquer le gouvernement en privé sans représailles. Toutefois, ils ont généralement pratiqué l'autocensure en public. Le gouvernement a tenté

d'empêcher les critiques en surveillant les rassemblements politiques.

La loi stipule que la liberté d'expression doit respecter « la dignité des individus, les impératifs de la politique extérieure et la défense nationale ». Le décret relatif à l'état d'urgence adopté en 1992 et encore en vigueur pendant l'année octroie au gouvernement un pouvoir étendu pour restreindre ces libertés et engager des poursuites contre ce qu'il juge être des menaces contre l'État ou contre l'ordre public. Un décret présidentiel de 2006 criminalise la liberté d'expression en ce qui concerne la conduite des forces de sécurité durant le conflit interne des années 1990.

La radio et la télévision étaient publiques et leur couverture de l'actualité était favorable au gouvernement. En période non électorale, les porte-parole de l'opposition n'ont généralement pas eu accès à la radio ou à la télévision publique. L'accès de certains partis de l'opposition à la télévision a été très limité. Ces limitations étaient moins évidentes pour la radio. Les partis politiques et les candidats indépendants ont bénéficié d'un temps d'antenne égal à la radio pendant la campagne de trois semaines qui a précédé les élections législatives de mai 2007 ainsi qu'avant les élections locales de novembre 2007. Plusieurs partis d'opposition ont noté que l'attribution d'un temps d'antenne quotidien dans les médias pendant cette période de trois semaines avait constitué leur premier accès aux médias depuis les dernières élections.

Les médias écrits du pays comprenaient de nombreuses publications qui étaient pour ou contre le gouvernement à des degrés variés. Selon les statistiques du ministère de la Communication, 29 journaux tiraient à plus de 10.000 exemplaires chacun. Le gouvernement était propriétaire de deux journaux francophones et de trois journaux arabophones. De nombreux partis politiques, y compris les partis islamiques reconnus, avaient accès à la presse indépendante et y ont eu recours pour exprimer leurs opinions. Les partis d'opposition diffusaient aussi des informations sur Internet et par des communiqués.

La loi autorise le gouvernement à imposer des amendes et des peines de prison aux membres de la presse d'une façon qui limite la liberté de la presse. Le gouvernement a fait usage de la censure, directe comme indirecte, et, par intimidation, a poussé les médias à la pratique de l'autocensure. Le gouvernement a utilisé la loi sur la diffamation pour harceler et arrêter des

journalistes et la presse a subi des représailles pour avoir critiqué des responsables gouvernementaux.

Les accusations en diffamation se fondent sur une loi de 1990 qui protège l'islam contre la diffamation, contrôle l'accès aux informations externes et déclare illégal tout écrit qui menace l'unité de la nation. En 2001, le gouvernement a modifié la législation pour criminaliser les écrits, dessins et déclarations qui insultent ou offensent le président, le Parlement, le système judiciaire ou les forces armées. Le Code pénal prévoit de fortes amendes et des peines de prison allant jusqu'à 24 mois pour diffamation ou insulte aux figures emblématiques du gouvernement, y compris le président, les membres du Parlement, les juges, les militaires et « toute autre autorité de l'ordre public ». Les accusés encourent des peines de prison allant de 3 à 24 mois et des amendes de 50.000 à 500.000 dinars (737 à 7.370 dollars).

Le gouvernement a régulièrement invoqué ces lois relatives à la diffamation pour tenter d'exercer des pressions sur les rédacteurs, les journalistes et les propriétaires de maisons d'édition. En décembre, Reporters sans frontières (RSF) a critiqué les lois sur la diffamation en les qualifiant de « législation répressive ». En octobre 2007, la Fédération internationale des journalistes a condamné les mesures prises par le gouvernement contre les journalistes.

Pendant toute l'année, Omar Belhouchet, rédacteur en chef du journal francophone *El-Watan*, a subi des pressions du gouvernement pour des articles publiés dans son journal. Le 4 mars, la cour d'appel de Jijel a confirmé la condamnation pour diffamation prononcée contre M. Belhouchet et le chroniqueur Chawki Amari. Chacun d'eux a été condamné à une peine de deux mois de prison et à des amendes d'un million de dinars (15.000 dollars) pour les commentaires qu'ils avaient faits dans un article d'*El-Watan* en 2006.

Le 23 décembre, un tribunal d'Alger a condamné M. Belhouchet et la journaliste Salima Tlemcani à trois mois de prison et à une amende de 50.000 dinars (737 dollars) pour diffamation qualifiée présumée d'un guérisseur spirituel dans un article de 2004. M. Belhouchet et Mme Tlemcani étaient en liberté à la fin de l'année dans l'attente d'un appel.

Selon RSF, un tribunal a cité M. Belhouchet à comparaître le 28 décembre dans le cadre de trois procès en diffamation liés à des articles publiés par celui-ci il y a plusieurs années sur

l'augmentation des billets d'avion et sur la mort présumée de manifestants aux mains de la police. Le tribunal a reporté ces affaires jusqu'en janvier 2009.

Le 15 mars, Yasser Abdelhaï, journaliste au quotidien arabophone *Echourouk El-Youmi*, a été condamné par le tribunal à payer des amendes de quatre millions de dinars (60.000 dollars) dans le cadre de quatre procès séparés en diffamation intentés contre lui. M. Adbelhaï avait été poursuivi parce qu'il aurait critiqué la mauvaise gestion des affaires publiques locales de Jijel.

Le 10 juin, le gouvernement a révoqué les accréditations des chefs des bureaux de l'Agence France-Presse (AFP) et de Reuters à la suite de rapports publiés par ces agences au sujet d'attentats terroristes dans ce pays. Selon les autorités, ces rapports donnaient des informations fausses ou exagérées sur un attentat terroriste commis le 9 juin à Beni Amrane.

Le 26 octobre, un tribunal a condamné le journaliste Nouredine Boukraa à une peine de trois mois de prison avec sursis et à une amende de 30.000 dinars (440 dollars) après que le chef de la police s'est plaint d'un article de 2007 dans lequel M. Boukraa accusait la police locale de corruption. Les autorités avaient d'abord requis une peine d'un an de prison pour « divulgation des secrets d'une enquête par l'usage de documents confidentiels », « atteinte à l'honneur d'un organe de l'État » et diffamation.

Le 28 octobre, la cour d'appel de Saïda a ajouté une peine de prison de deux mois à l'encontre du journaliste Hassan Bourras qui avait déjà été condamné à payer une amende de 40.000 dinars (590 dollars). Le 24 mars, un tribunal local a jugé M. Bourras coupable d'« atteinte à une institution de l'État » en raison d'un article publié en 2006 dans lequel il critiquait l'administration municipale d'El-Bayadh.

Le 12 décembre, les autorités ont arrêté le journaliste Fayçal Benmedjahed, rédacteur en chef du journal *Alger Républicain*, alors qu'il se préparait à prendre l'avion à Alger pour une affaire de diffamation qui remontait aux années 1990. M. Benmedjahed a ensuite été remis en liberté.

La cour d'appel d'Alger a confirmé les condamnations originales de six mois de prison avec sursis prononcées en avril 2007 à l'encontre du rédacteur Ali Fodil et de la journaliste Naïla Berrahal. La cour a réduit le montant de l'amende originale de 500.000 dinars (7.370 dollars) à 50.000 dinars (737 dollars). En

2006, un tribunal d'Alger les avait tous deux condamnés pour diffamation contre le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et pour atteinte à la sécurité des États libyen et algérien.

Aucune suite n'a été donnée à l'appel déposé en avril 2007 par Saad Lounes, qui avait été condamné à une peine d'un an pour fraude fiscale à la suite d'une plainte émanant du ministère du Commerce en 1995. Pendant plus de dix ans, M. Lounes a été la cible de pressions judiciaires alors qu'il dirigeait la seule imprimerie privée du pays.

Une cour d'appel a réduit la peine prononcée en octobre 2007 à l'encontre du journaliste Dhil Talal, qui avait été jugé coupable de diffamation pour un article révélant les pertes monétaires d'un ministère du gouvernement, à une amende de 5.000 dinars (75 dollars) et à une peine de six mois de prison avec sursis. M. Talal a fait appel de cette décision en septembre.

Les pressions économiques que le gouvernement exerce sur les médias sont considérables. La plupart des journaux étaient imprimés par des imprimeries de l'État, à l'exception d'*El-Watan*, d'*El Khabar*, du *Quotidien d'Oran* et d'*Echourouk el-Youmi*.

Le gouvernement a continué d'influencer la presse indépendante par le biais de l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) qui décide quels journaux indépendants peuvent bénéficier des publicités placées par les agences et entreprises publiques. L'ANEP, et donc le gouvernement, contrôlait la source de revenus la plus importante des journaux. Comme toutes ces dernières années, les publicitaires indépendants ont joué un rôle considérablement moins important, mais de plus en plus visible, dans les revenus provenant de la publicité.

En octobre, au Salon annuel du livre d'Alger, le ministère des Affaires religieuses a interdit la vente de 1.471 ouvrages à contenu religieux. Peu avant le salon, le gouvernement a interdit l'impression du dernier livre de Mohamed Benchicou, un auteur qui critique ouvertement le gouvernement, *Journal d'un homme libre*. Au salon du livre de 2007, les responsables du gouvernement ont confisqué et interdit l'un des ouvrages précédents de cet auteur, *Les geôles d'Alger*.

Les antennes paraboliques étaient très répandues et procuraient à environ 60 % des foyers un accès aux chaînes européennes et arabes.

L'accès de la culture amazighe aux médias imprimés et radiodiffusés a continué de croître. Les émissions en tamazight (langue amazighe ou berbère) se sont aussi multipliées sur les chaînes non berbérophones, ainsi que les publicités en tamazight diffusées à la télévision et à la radio en général. Au début de l'année scolaire 2006-2007, le tamazight était officiellement enseigné dans les écoles primaires, à partir de la quatrième année, dans 17 provinces peuplées en majorité de Berbères. En 2007, le gouvernement a créé une Académie et un Conseil supérieur de la langue tamazight, en vertu de l'article 3 de la Constitution qui stipule que le tamazight est une langue nationale. Ces deux institutions sont placées sous l'autorité du président.

Le gouvernement a continué de restreindre la couverture de sujets ayant trait « à la sécurité nationale et au terrorisme » dans les médias locaux et internationaux. Le bureau de la chaîne Al-Jazira est resté fermé depuis que le gouvernement a interdit ses activités dans le pays en 2004 après la diffusion d'une émission dans laquelle des opposants critiquaient le gouvernement. Plusieurs journalistes internationaux ont continué de se voir retirer ou refuser leurs accréditations.

Liberté d'accès à l'Internet

En général, l'accès à l'Internet ne faisait l'objet d'aucune restriction ; toutefois, le gouvernement surveillait le courrier électronique et les forums de causettes, et dans certains cas, a poursuivi des individus pour le contenu de leurs sites Web personnels. En juin 2007, un tribunal a condamné le blogueur Abdulsalam Baroudi à une amende de 10.000 dinars (167 dollars) pour avoir mis en ligne du matériel diffamatoire dans son blog personnel. Les fournisseurs d'accès Internet sont passibles de sanctions pénales pour le matériel et les sites qu'ils hébergent, et ce pour bloquer l'accès au matériel « incompatible avec la moralité ou l'opinion publique ». Aucun procès n'a été intenté pendant l'année.

Selon des données publiées en 2007 par l'Union internationale des télécommunications, environ 190.000 personnes avaient un compte Internet et il y avait 3,5 millions d'internautes.

Liberté universitaire et manifestations culturelles

La liberté universitaire était généralement restreinte de la même manière que la liberté d'expression. Des séminaires et des colloques universitaires se sont déroulés sans ingérence du

gouvernement, mais il y a eu des retards dans l'attribution de visas aux participants internationaux et, dans certains cas, des experts internationaux n'ont pas été autorisés à entrer sur le territoire.

L'interdiction de la diffusion des chansons de Reda Taliani à la radio est restée en vigueur pendant l'année. En 2007, la radio nationale algérienne avait imposé cette restriction parce que certains de ses textes parlent du Sahara occidental comme faisant partie du Maroc.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La Constitution prévoit la liberté de réunion et d'association ; toutefois, en pratique, le gouvernement a considérablement limité l'exercice de ces droits.

Liberté de réunion

La Constitution reconnaît le droit de réunion ; toutefois, le décret relatif à l'état d'urgence et la pratique du gouvernement ont continué de limiter l'exercice de ce droit. Un décret de 2000 interdisant les manifestations à Alger est resté en vigueur pendant l'année. Les autorités ont requis que les citoyens et les organisations obtiennent des autorisations auprès du gouverneur local avant de tenir des réunions publiques. Le gouvernement a souvent autorisé les partis politiques, les ONG et d'autres groupes à tenir des rassemblements en salle, bien que ces autorisations n'aient été souvent accordées que la veille de l'événement, limitant ainsi la publicité et la mobilisation.

En juillet et en août, la police a empêché la tenue d'une série de sit-in hebdomadaires organisés à l'initiative des syndicats et des enseignants contractuels à proximité des bureaux présidentiels. La police a bloqué les voies d'accès à pied pour empêcher ces personnes de se rassembler. Selon les témoins, la police a poussé et bousculé les participants, mais il n'y a pas eu de passages à tabac.

La LADDH a signalé qu'il restait difficile d'obtenir la permission d'organiser des réunions et des séminaires en plein air. Les groupes opposés à la Charte pour la paix et la réconciliation ont également eu des difficultés à obtenir l'autorisation d'organiser des rassemblements publics.

En 2007, les forces de sécurité ont interdit la tenue d'un séminaire international sur les disparitions forcées organisé par plusieurs ONG et le gouvernement a refusé d'accorder un visa à Roberto Garreton, expert des droits de l'homme aux Nations Unies, et à Anne Laurence Lacroix, directrice adjointe de l'Organisation mondiale contre la torture, pour qu'ils puissent y assister.

Le 5 juillet, l'ONG SOS Disparus a marqué le dixième anniversaire de son sit-in hebdomadaire devant le siège de la CNCPPDH pour exhorter le président Bouteflika à prendre des mesures supplémentaires pour régler le problème des disparus. En 2007, le gouvernement a dispersé au moins quatre défilés, protestations et manifestations en dehors de la capitale à El Oued, Ain Talout, Oran et Boussaada.

Liberté d'association

La Constitution reconnaît le droit d'association, mais l'exercice de ce droit a été considérablement restreint par le décret relatif à l'état d'urgence et la pratique du gouvernement. Le ministère de l'Intérieur doit approuver tous les partis politiques avant qu'ils ne soient légalement établis. Le gouvernement a restreint l'enregistrement de plusieurs ONG, associations et partis politiques pour des « raisons de sécurité », mais a refusé de fournir des preuves ou des justifications légales motivant son refus d'autoriser d'autres organisations qui ne pouvaient être disqualifiées pour des raisons de sécurité. Le gouvernement a souvent refusé de reconnaître officiellement des ONG, des associations, des groupes religieux et des partis politiques de manière expéditive. Le ministère de l'Intérieur peut refuser un permis ou dissoudre tout groupe considéré comme une menace à l'autorité du gouvernement ou à l'ordre public. Les activités politiques sont interdites par la loi d'application de l'amnistie à toute personne responsable d'avoir utilisé la religion de manière ayant contribué à la « tragédie nationale ».

Le gouvernement accorde des licences et des subventions à des associations nationales, notamment des associations de jeunes, médicales et de quartier. Le ministère de l'Intérieur considérait que les organisations qui ne pouvaient pas obtenir l'agrément du gouvernement étaient illégales. Les ONG nationales se sont heurtées à des obstacles bureaucratiques lorsqu'elles ont tenté d'obtenir des soutiens financiers provenant de l'étranger. Bien que n'étant pas illégal, le soutien financier provenant de l'étranger est soumis à une série d'autorisations

des ministères de l'Intérieur et de la Solidarité nationale. Ces autorisations ont été difficiles à obtenir. Selon le ministère de l'Intérieur, il y avait 81.000 associations enregistrées, dont 5.000 étaient actives pendant l'année.

SOS Disparus n'était toujours pas reconnue, mais a travaillé sans interférence.

Comme en 2007, les responsables d'Amnesty International (AI) n'ont pas tenté d'effectuer des visites dans le pays après que les autorités ont refusé de leur accorder des visas en 2006. Le gouvernement a accordé des visas aux responsables de Freedom House, une ONG étrangère.

Le gouvernement a continué d'entraver l'obtention de visas par les représentants d'ONG internationales qui souhaitent se rendre dans le pays. Le gouvernement affirme que la loi n'autorise pas les sections d'ONG étrangères à opérer légalement dans le pays.

c. Liberté de religion

La Constitution reconnaît la liberté de croyance et d'opinion, mais dans la pratique le gouvernement a restreint la liberté de religion. La Constitution déclare que l'islam est la religion d'État et interdit aux institutions d'adopter des comportements qui seraient incompatibles avec la moralité musulmane. Plus de 99 % de la population appartient à la branche sunnite de l'islam. La Constitution interdit aux non musulmans de briguer la présidence. Les non musulmans peuvent exercer d'autres fonctions publiques et travailler pour le gouvernement, mais les observateurs des droits de l'homme ont rapporté que ces personnes n'étaient pas promues et que certaines dissimulaient leurs affiliations religieuses.

En février, le gouvernement a commencé à faire respecter l'ordonnance 06-03 qui impose des restrictions supplémentaires aux rites non musulmans. La loi limite la pratique des religions non musulmanes et restreint les rassemblements publics à des fins liturgiques. La loi exige que les groupes religieux organisés s'enregistrent auprès du gouvernement, contrôle l'importation de textes religieux, accroît les sanctions à l'encontre de ceux qui cherchent à convertir des musulmans et traite les transgressions comme des infractions pénales plutôt que civiles.

Selon les rapports émanant de chefs d'église et d'organisations de défense des droits de l'homme, le gouvernement a ordonné la

fermeture de 27 églises qui n'auraient pas respecté cette ordonnance pendant l'année. Le gouvernement a aussi exercé des pressions sur des pasteurs originaires du pays, des convertis et un prêtre catholique étranger, dont certains ont été accusés d'enfreindre les dispositions de la loi interdisant le prosélytisme.

Le 30 janvier, un tribunal de Maghnia a condamné à un an de prison avec sursis un prêtre catholique étranger qui avait prié avec des migrants camerounais dans un lieu de culte non autorisé. Après avoir fait appel, cette peine de prison avec sursis a été réduite à deux mois, assortie d'une amende de 20.150 dinars (297 dollars). Il a fait appel de nouveau et ce processus était en cours à la fin de l'année.

En février, les autorités ont informé le révérend Hugh Johnson, prêtre méthodiste à la retraite qui résidait dans le pays depuis 45 ans, que son permis de séjour ne serait pas renouvelé et elles l'ont sommé de quitter le pays. Il n'a reçu aucune explication officielle au sujet de ce non renouvellement et il est parti en mars. Selon des rapports de presse, un responsable du gouvernement a déclaré que M. Johnson avait reçu l'ordre de partir pour des raisons tenant à la « sécurité de l'État ».

La loi requiert que les groupes religieux enregistrent leur organisation auprès du gouvernement avant d'entreprendre toute activité religieuse. L'église catholique était le seul groupe religieux non islamique officiellement enregistré pour mener des activités dans le pays. Les demandes d'enregistrement des églises protestante, anglicane et adventiste du septième jour étaient en cours, mais aucune ingérence du gouvernement dans la tenue de leurs services n'a été signalée. D'autres églises fonctionnaient sans être enregistrées, certaines ouvertement, tandis que d'autres pratiquaient en secret à domicile. Certaines églises, notamment méthodiste et presbytérienne, ont affilié leurs organisations à l'église protestante d'Algérie.

Entre février et avril, les membres d'une église d'Ouadhia ont déclaré avoir fait 12 tentatives pour s'enregistrer. À chaque fois, les autorités locales ont refusé d'accepter leurs documents.

La conversion n'est pas illégale en vertu du droit civil et l'apostasie n'est pas une infraction pénale ; toutefois, l'interprétation que le gouvernement fait de la charia interdit les conversions de l'islam à une autre religion. Le 30 mars, les autorités ont accusé Habiba Kouider de « pratiquer une religion

non musulmane sans permis ». Le procureur a requis une peine de prison de trois ans contre elle. Mme Kouider voyageait à bord d'un autobus lorsque la police l'a interrogée et a découvert qu'elle transportait des Bibles et autres matériels religieux. Le procès était toujours en cours à la fin de l'année.

Pendant l'année, les autorités ont arrêté les convertis chrétiens Yousef Ourahmane, Rachid Seghir, Hamid Ramdani, Djammal Dahmani, Jillali Saidi, Abdelhak Rabhi et Chaaban Baikel pour diverses combinaisons de prosélytisme, blasphème et pratique illicite d'une religion non musulmane. Les tribunaux les ont condamnés à des peines de prison et à des amendes. Le 29 octobre, Ourahmane, Seghir et Ramdani ont été acquittés. Les autres procès étaient en cours à la fin de l'année.

Les autorités ont arrêté six résidents de la ville de Biskra qui avaient mangé et joué aux cartes pendant la journée en période de Ramadan. Le 5 octobre, un juge les a tous déclarés coupables et les a condamnés à une amende de 120.000 dinars chacun (1.770 dollars). Six jours plus tard, un juge d'une cour d'appel a annulé cette décision en déclarant que la sentence originale violait la Constitution qui reconnaît la liberté de croyance. Lors d'un incident séparé, le 18 novembre, la cour d'appel d'Alger a réduit la peine de trois ans de prison aux deux mois déjà effectués par trois hommes reconnus coupables d'avoir fumé pendant le Ramadan. Les autorités ont arrêté ces hommes le 21 septembre et les ont détenus pendant toute la durée de leur procès.

Le gouvernement a limité l'importation de littérature religieuse, y compris la littérature islamique, destinée à une vaste distribution et a parfois arrêté des personnes qui détenaient ces matériels à usage personnel. Ces dernières années, des textes religieux, de la musique et des vidéos non islamiques étaient disponibles dans certains magasins des grandes villes. Les stations de radio publiques proposent des heures de diffusion aux émissions protestantes et catholiques. Le gouvernement interdit la distribution de toute littérature décrivant la violence comme un précepte légitime de l'islam.

Les ministères de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses ont strictement exigé, réglementé et financé l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques et surveillé toutes les écoles coraniques pour empêcher des enseignements extrémistes. En septembre, selon la presse locale, le ministère des Affaires religieuses a démis 53 imams et a fermé 42 lieux utilisés pour pratiquer des rites islamiques non autorisés.

Le gouvernement a surveillé les activités dans les mosquées pour déceler d'éventuelles atteintes à la sécurité, interdit les rassemblements publics dans les mosquées en dehors des heures de prière régulières et convoqué des imams au ministère des Affaires religieuses pour « action disciplinaire » lorsqu'il l'a jugé nécessaire. Le ministère des Affaires religieuses a fourni un soutien financier aux mosquées et a formé, payé et réglementé l'affectation et les sermons des imams. Toutefois, des officiels ont déclaré qu'ils s'immisçaient rarement dans l'élaboration des sermons autrement qu'à titre de conseillers. Le Code pénal prévoit des peines de prison et des amendes à l'encontre des personnes qui prêchent dans un lieu de culte sans l'autorisation des autorités religieuses et nationales. Il est interdit à toute personne, y compris aux imams reconnus par le gouvernement, de parler durant les prières d'une manière « contraire à la noble nature de la mosquée ou susceptible de mettre en péril la cohésion de la société ou de servir d'apologie de telles actions ». Le gouvernement a exigé que les imams obtiennent des autorisations pour organiser des prières nocturnes pendant le Ramadan.

En novembre, la presse locale a rapporté que certains imams avaient déposé des plaintes pour censure auprès du ministère des Affaires religieuses après avoir été sanctionnés pour n'avoir pas mentionné l'anniversaire de la révolution (le 1^{er} novembre) dans leurs sermons. Le ministère a refusé d'admettre ces plaintes.

Violences et discrimination sociétales

Le conflit civil qui a secoué le pays de 1992 à 2002 a opposé des musulmans radicaux autoproclamés appartenant au Groupe islamique armé et à l'organisme qui lui a succédé, le GSPC - aujourd'hui connu sous le sigle d'AQMI - à des musulmans modérés. Pendant l'année, les extrémistes islamiques ont publiquement lancé des menaces contre tous les « infidèles » et « apostats » dans le pays, aussi bien étrangers qu'algériens. En général, les groupes terroristes du pays n'ont pas fait de distinction entre assassinats politiques et assassinats religieux.

La population juive du pays comptait moins de 100 personnes et aucune synagogue ne fonctionnait. Des articles, des commentaires politiques et des dessins à caractère antisémite ont régulièrement paru dans la presse arabophone. Un membre de la communauté juive a dit avoir reçu deux menaces de mort anonymes

et la police a réagi en plaçant le domicile et le bureau de cet individu sous surveillance. Le gouvernement n'a pas promu l'enseignement de la tolérance et de l'impartialité, et aucune législation ne sanctionne les crimes de haine.

Pour un examen plus détaillé, voir le *Rapport 2008 sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : www.state.gov/g/drl/irf/rpt.

- d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et apatrides

La Constitution reconnaît la liberté de circulation, mais le gouvernement a restreint l'exercice de ce droit.

Le gouvernement n'a pas autorisé les jeunes hommes soumis à la conscription et qui n'avaient pas encore terminé leur service militaire à quitter le pays sans autorisation spéciale ; toutefois, cette autorisation a été accordée aux étudiants et aux personnes qui se trouvaient dans des situations familiales spéciales.

En vertu du décret instaurant l'état d'urgence en 1992, le ministre de l'Intérieur et les gouverneurs des provinces peuvent refuser le droit de résider dans certains districts à toute personne considérée comme une menace à l'ordre public. Pour des raisons de sécurité, le gouvernement a également restreint les déplacements dans les quatre provinces d'Ouargla, d'El-Oued, de Laghouat et d'Aïn-Salah dans le sud du pays, où se trouvent la plus grande partie de l'industrie des hydrocarbures et de nombreux travailleurs étrangers. En vertu du même décret, le ministre de l'Intérieur peut placer des individus en résidence surveillée. Amnesty international a signalé que cette mesure était utilisée pour assigner à résidence des personnes déjà détenues dans les casernes du DRS, ce qui revient à dissimuler une détention arbitraire prolongée.

Le Code de la famille n'autorise pas les personnes de moins de 18 ans à voyager sans l'autorisation d'un tuteur.

La loi ne reconnaît pas l'exil forcé et aucun cas n'a été signalé.

Protection des réfugiés

La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié, conformément à la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967, et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection des réfugiés. Toutefois, aucun rapport ne signale que le gouvernement ait octroyé le statut de réfugié ou l'asile à de nouveaux demandeurs pendant l'année. Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le gouvernement n'a pas accordé le statut de réfugié reconnu par le HCR à des ressortissants d'Afrique subsaharienne qui fuyaient un conflit. Le gouvernement a offert une assistance informelle à près d'un millier de Touaregs fuyant le conflit au Mali et au Niger dans le sud. Toutefois, les autorités n'ont pas accordé de protection juridique à près de 1.400 demandeurs d'asile originaires d'Afrique subsaharienne résidant à Alger, dont beaucoup ont été expulsés après des procès durant lesquels ils n'ont pas eu accès à des avocats.

Le gouvernement a offert une protection à environ 90.000 réfugiés sahraouis ayant quitté le Sahara occidental après la prise de contrôle de ce territoire par le Maroc dans les années 1970. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial, le Croissant-Rouge algérien et d'autres organisations sont également venus en aide aux réfugiés sahraouis. Ni le gouvernement ni les chefs des réfugiés n'ont autorisé le HCR à enregistrer les réfugiés sahraouis.

En pratique, le gouvernement a offert aux réfugiés une certaine protection contre l'expulsion ou le retour dans des pays où leur liberté serait menacée, ce qui est notamment le cas des réfugiés sahraouis. Toutefois, le gouvernement n'a pas protégé ceux qui fuyaient les conflits en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Section 3 Respect des droits politiques : droit des citoyens à changer de gouvernement

La Constitution prévoit que les citoyens ont le droit de changer leur gouvernement par des moyens pacifiques dans le cadre d'élections au suffrage universel tenues à intervalles réguliers. Bien que les élections aient généralement été transparentes, des restrictions à l'activité des partis politiques ont limité l'exercice de ce droit.

Élections et participation politique

Des élections législatives pluripartites au suffrage universel ont eu lieu en mai 2007 pour renouveler la chambre basse, mais tous les partis politiques n'ont pas eu pleinement accès au processus électoral. Le ministère de l'Intérieur a disqualifié le parti islamique Islah au motif que son chef n'avait pas été élu à un récent congrès du parti.

Des élections locales pluripartites ont eu lieu en novembre 2007, mais le processus électoral a été entaché d'irrégularités et d'accusations de fraude. La surveillance du processus de dépouillement des votes n'a pas été autorisée, que ce soit au niveau local, des districts ou national.

Une élection présidentielle pluripartite concurrentielle au suffrage universel a eu lieu en 2004. La Constitution prévoit la tenue d'élections présidentielles tous les cinq ans et stipule que le président ne peut pas être élu pour plus de deux mandats consécutifs. Un observateur de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a déclaré lors d'une conférence de presse que le scrutin avait été libre, juste et transparent dans l'ensemble, bien qu'il y ait eu des problèmes. Aux termes de la Constitution, la prochaine élection présidentielle devait avoir lieu en 2009. Le 29 octobre, le président Bouteflika a annoncé son intention de demander au Parlement d'approuver une série d'amendements constitutionnels, y compris le retrait des limites au sujet du nombre de mandats présidentiels. Le 12 novembre, le parlement a approuvé les amendements proposés à une grande majorité à l'issue d'un débat minime.

Des cas de restrictions imposées aux partis politiques de l'opposition ont été signalés. Les candidats de l'opposition ont affirmé que le ministère de l'Intérieur avait régulièrement empêché les partis enregistrés de tenir des meetings et leur avait refusé l'accès aux salles de conférence du gouvernement, plus grandes et mieux équipées tout en favorisant en même temps les activités du Front de Libération Nationale (FLN) pro-Bouteflika. La loi requiert que tout parti politique potentiel obtienne l'autorisation officielle du ministère de l'Intérieur pour s'établir. Pour être officiellement approuvé, un parti doit avoir 25 membres fondateurs répartis dans le pays dont les noms doivent être déposés auprès du ministère de l'Intérieur. En vertu des amendements à la loi électorale de juillet 2007, un parti doit avoir obtenu 4 % des suffrages ou au moins 2.000 votes dans 25 wilayas (provinces) à l'une des trois dernières élections législatives pour participer aux élections nationales.

L'adhésion au Front islamique du salut (FIS), parti politique interdit en 1992, est demeurée illégale. Le gouvernement a refusé d'enregistrer le parti Wafa parce que ses liens perçus avec le FIS interdit représentent une menace pour la sécurité nationale aux yeux du ministère de l'Intérieur. En juillet, le dirigeant du Wafa Ahmed Taleb Ibrahim a annoncé qu'il se retirait de la vie politique. Le gouvernement n'a pas fourni de réponse officielle à la demande d'enregistrement déposée en 1998 par le Front démocratique, qui n'a mené aucune activité durant l'année. Aucun parti n'est autorisé à utiliser la religion ou l'héritage ethnique pour se constituer en organe politique. La loi interdit également les liens entre les partis politiques et les associations apolitiques et régleme nte le financement des partis et les exigences en matière de déclaration.

Le gouvernement comprenait trois femmes. Trente des 389 sièges à l'Assemblée et quatre des 144 sièges au Conseil de la nation étaient aussi occupés par des femmes. Une femme était à la tête du Parti des travailleurs, et trois grands partis politiques - FLN, Rassemblement National Démocratique et Rassemblement pour la Culture et la Démocratie - comprenaient des divisions féminines dirigées par des femmes. Le pays n'avait pas adopté de système de quotas visant à rendre obligatoire l'élection de femmes à un certain nombre de sièges au Parlement.

La minorité ethnique amazighe de près de neuf millions de personnes concentrée dans la région de la Kabylie a participé librement et activement au processus politique et représentait un tiers du gouvernement.

Corruption et transparence dans la fonction publique

La loi prévoit des sanctions pénales de deux à 10 ans de prison pour cause de corruption officielle ; toutefois, le gouvernement n'a pas effectivement appliqué la loi. En 2006, le gouvernement a promulgué une loi instaurant un programme national de lutte contre la corruption bien que les parlementaires aient retiré une clause stipulant que les élus et les hauts fonctionnaires devaient déclarer leurs avoirs et qui levait l'immunité parlementaire dans certains cas. Les parlementaires soutenaient que le Code pénal existant suffisait à sanctionner les délits de corruption et que c'est uniquement le Parlement qui devrait décider de la levée de l'immunité parlementaire. En 2006, le président a promulgué trois décrets pour mettre en œuvre les dispositions de la législation anti-corruption. Ces trois décrets présidentiels et le Code pénal couvrent les types

d'infractions que les clauses qui avaient été supprimées devaient sanctionner. Le décret prévoit aussi la création d'un organisme de lutte contre la corruption, mais celui-ci n'avait pas été établi à la fin de l'année.

Les achats publics ont souvent été entachés d'irrégularités, notamment par un recours excessif à des contrats privés. Selon le ministère des Travaux publics, après que le président eut annoncé en 2005 que le recours aux contrats privés, y compris les contrats de source unique, serait interdit, les agences gouvernementales ont commencé à lancer des appels d'offres publics pour tous les projets d'infrastructure et les grands projets gouvernementaux. Certaines agences ont toutefois continué à passer des contrats directs pour des projets de plus petite envergure et moins en vue. Dans ces appels d'offres, les évaluations n'ont pas été divulguées aux sociétés participantes et les méthodes et techniques d'évaluation n'ont pas été clairement définies.

Pendant l'année, le gouvernement est intervenu dans plusieurs affaires très en vue de corruption officielle. Le 6 avril, le président Bouteflika a ordonné la révocation d'Abdelkader Bousmail, directeur des affaires religieuses de Sidi-Bel-Abbès, qui était accusé de gestion frauduleuse de fonds publics.

Le 5 mai, selon des sources journalistiques, la Direction générale des douanes a renvoyé cinq douaniers et en a sanctionné 30 autres pour cause d'incompétence professionnelle et de violations du Code des douanes. Entre janvier et octobre 2007, 65 officiels ont été accusés de corruption au sein du service des douanes.

Le 11 mai, des rapports de presse ont cité des responsables du ministère de l'Intérieur qui ont déclaré que depuis 2007, 1.325 fonctionnaires municipaux et provinciaux avaient été poursuivis en justice pour cause de gaspillage de fonds publics, falsification de documents et corruption. Selon cette information, les autorités ont condamné 324 employés. Les autres faisaient l'objet d'une enquête ou étaient en attente de leur procès.

En mars, un tribunal a condamné l'ancien gouverneur de province Djilalli Araar pour corruption et détournement de fonds publics. À la fin de l'année, M. Araar purgeait une peine de prison. Pendant l'année, la Cour suprême a levé son ordre de mise sous contrôle judiciaire et a placé l'ancien gouverneur de Blida, Ahmed Bouricha, en liberté conditionnelle. M. Bouricha a

démissionné de ses fonctions en 2005 après avoir été accusé par les autorités de plusieurs délits liés à la corruption au milieu des années 1990.

En juillet 2007, un tribunal de Skikda a condamné deux policiers de haut rang à 10 ans de prison et à une amende de 500.000 dinars (7.370 dollars) pour corruption. Dix maires impliqués dans cette même affaire ont été condamnés à des peines allant de six mois à un an de prison et à des amendes de 6.000 dinars (90 dollars). En 2007, 24 policiers ont été jugés coupables de corruption et ont reçu des peines de prison ; 192 policiers ont été condamnés en 2006.

Bien qu'il soit autorisé par la Constitution, l'accès aux informations gouvernementales était limité par les autorités. Il n'existe pas de loi facilitant l'accès à l'information. Tout au long de l'année, le ministère de la Justice, en coopération avec le PNUD, a amélioré l'accès aux informations relatives au système judiciaire du pays et a mis sur pied un système moderne de gestion de l'information pour les établissements carcéraux. Les citoyens peuvent maintenant demander leur dossier judiciaire personnel aux tribunaux et recevoir ces documents le jour même.

Le manque de transparence du gouvernement reste un problème grave. Le gouvernement n'a pas publié un grand nombre de statistiques économiques. Tous les ministères ont des sites Web, mais ils n'étaient pas tous mis à jour. Le ministère de la Justice fournit des informations sur les droits des citoyens et sur la législation.

Section 4 Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Le gouvernement a continué d'imposer des restrictions aux activités de certaines ONG locales et de les harceler. Il a également entravé le travail de certaines ONG internationales. Le gouvernement s'est immiscé dans les enquêtes menées par certains groupes intérieurs et internationaux de défense des droits de l'homme et dans les efforts visant à publier leurs conclusions. Si les membres de certaines organisations, notamment la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) et la LADDH, ont été autorisés à se déplacer librement, les groupes les plus actifs et les plus visibles ont fait état d'ingérences de la part des autorités gouvernementales, y compris la surveillance et l'écoute de leurs appels téléphoniques, ainsi que des difficultés à trouver des salles de réunion et à obtenir

que des conférenciers internationaux soient autorisés à parler de sujets sensibles.

Les ONG nationales doivent être agréées par le gouvernement et il leur est interdit de recevoir un financement de l'étranger sans l'approbation préalable du ministère de la Solidarité nationale. Toutefois, une centaine d'ONG non agréées, notamment des groupes de défense de la femme et des organisations caritatives, mènent ouvertement des activités. Les ONG non agréées n'ont reçu aucune aide du gouvernement et les citoyens hésitaient parfois à s'associer à leurs activités. Le gouvernement n'a pas réagi publiquement aux rapports et aux recommandations émanant d'ONG nationales de défense des droits de l'homme.

Le groupe indépendant le plus actif dans la défense des droits de l'homme était la LADDH, une ONG juridiquement reconnue qui compte des membres à travers tout le pays. La LADDH n'a pas été autorisée à s'entretenir avec des responsables gouvernementaux sur des questions relatives aux droits de l'homme ou à des fins de recherche, ou avec des prisonniers en dehors des consultations usuelles entre un avocat et son client.

La LADH, de taille plus modeste, est une organisation indépendante dont le siège est à Constantine. La LADH était agréée et ses membres ont assuré la surveillance de cas individuels dans tout le pays.

Si une ONG n'est pas officiellement reconnue par le ministère de l'Intérieur, elle n'est pas autorisée à mener des enquêtes. Mais il est aussi arrivé que des ONG légalement reconnues aient été empêchées de mener des enquêtes. Par exemple, la LADDH n'a pas eu accès aux camps de prisonniers ou aux centres de détention. L'ONG locale Djazairouna, qui est aussi légalement reconnue, a subi des pressions indirectes du gouvernement.

Les ONG internationales ont continué de subir des retards dans l'attribution de leurs visas et se sont parfois vues opposer un refus pur et simple. Au cours de l'année, ces retards ont empêché certaines ONG de mettre en œuvre leur programmation. Un forum prévu pour 2006 a été indéfiniment reporté en raison des difficultés que les experts internationaux rencontraient pour obtenir leur visa.

Les autorités ont annulé une réunion de la société civile parrainée par la fondation allemande Friedrich Ebert et la LADDH prévue pour le 5 octobre sur le thème du 20^e anniversaire des

émeutes de 1988. Selon la Fondation Ebert, les responsables n'ont donné aucune raison documentée de cette annulation.

Le 3 mars, le Premier ministre a prié les missions diplomatiques étrangères de respecter la courtoisie diplomatique et a lancé un avertissement aux organisations de la société civile et aux associations politiques concernant la tenue de réunions (avec les missions étrangères) qui « compromettent les affaires internes du pays ». Le 9 avril, le ministre de l'Intérieur, M. Zerhouni, a déclaré à un groupe de parlementaires que les ONG internationales en Algérie n'« aidaient pas ou ne bâtissaient pas » le pays.

Le CICR a eu accès aux prisons civiles et aux centres de détention provisoire.

L'ONG internationale Handicap International et la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM), une ONG locale, qui défendent toutes deux les droits de l'enfant, n'ont pas fait état de difficultés dans la conduite de leurs enquêtes.

En janvier 2007, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes, Yakin Erturk, s'est rendu dans le pays. Toutefois, le gouvernement continue de refuser les visites du Groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées ou involontaires (en attente depuis 1997), du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture (en attente depuis 1997) et du rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires (en attente depuis 1998).

La Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) est le médiateur désigné par le gouvernement en matière de défense des droits fondamentaux. Dirigée par Farouk Ksentini, cette Commission comprend 22 membres issus d'organes gouvernementaux et 23 membres issus d'organisations non gouvernementales et de la société civile. Les membres non gouvernementaux étaient des représentants d'organisations religieuses islamiques, de la Société du Croissant-Rouge et de groupes de défense des droits de la femme. Le président approuve la nomination des membres de la Commission ; le budget de celle-ci est fourni par le bureau présidentiel qui assure aussi le secrétariat de la Commission. La Commission est chargée de faire des rapports sur les questions relatives aux droits de l'homme, d'assurer la coordination avec la police et les responsables de la justice, de défendre la cause des droits de l'homme aux niveaux local et

international, de servir de médiateur entre le gouvernement et la population et d'offrir au gouvernement son expertise dans le domaine des droits de l'homme. En général, le public considérait la CNCPPDH comme un organe en faveur du gouvernement. Ce groupe réserve l'intégralité de son rapport annuel au seul président et prépare un résumé destiné au public. Il est donc difficile de mesurer l'efficacité de son travail.

Section 5 Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La Constitution interdit la discrimination fondée sur la naissance, la race, le sexe, la langue et le statut social. En général, le gouvernement a fait respecter les Codes de la nationalité et de la famille, bien que les femmes se heurtent toujours à certaines formes de discrimination sociale et juridique.

Les femmes

Des viols, conjugaux et autres, se sont produits. Le viol non conjugal est illégal ; le viol conjugal ne l'est pas. Les peines de prison pour viol non conjugal vont de un à cinq ans. Les plaintes déposées par des femmes pour viol et violence sexuelle ont continué d'être entravées par des obstacles judiciaires ; toutefois, les associations de défense des droits de la femme ont signalé que les autorités chargées de l'application des lois étaient devenues plus sensibles à ce problème. Pendant l'année, les militants des droits de la femme ont fait état d'une augmentation importante des dénonciations de violence à l'égard des femmes.

Des violences conjugales se sont produites. La loi stipule qu'une personne doit être frappée d'invalidité pendant 15 jours ou plus et présenter un certificat médical attestant de ses blessures avant de porter plainte pour coups et blessures. En raison de pressions sociétales, toutefois, les femmes hésitent souvent à endurer ce processus.

Selon la CNCPPDH, environ 4.500 femmes ont été victimes d'agressions durant le premier semestre de l'année. Pour cette même période, les statistiques de la police font état de 2.675 cas d'agressions physiques, 1.359 cas de maltraitance, 144 cas d'agressions sexuelles et quatre décès. Environ 20 % des agresseurs étaient des membres de la famille de sexe masculin. Une étude réalisée en 2005 a constaté que le domicile était « l'endroit privilégié de la violence conjugale ».

En 2007, l'Institut national de santé publique (INSP) et la police ont signalé 9.099 cas de violence familiale.

La police a déclaré que la violence à l'égard des femmes était généralisée dans les grandes villes. Toutefois, une étude publiée en mars 2007 par l'INSP indique que les actes violents commis contre des femmes étaient plus fréquents dans les zones rurales et parmi les personnes moins instruites, et avaient moins de chance d'être dénoncés en raison des pressions exercées par la société. Pendant l'année, des ONG locales de promotion de la femme, notamment SOS Femmes en détresse, le réseau Wassila et Bent Fatma N'Soumer, ont dénoncé la violence au foyer.

SOS Femmes en détresse et le réseau Wassila ont fourni des conseils juridiques et un soutien psychologique aux femmes maltraitées. Les associations de défense des droits de la femme ont eu des difficultés à présenter la violence conjugale comme un problème important, et ce, en grande partie, à cause d'attitudes sociétales. Il existe plusieurs centres d'assistance aux victimes de viol gérés par des associations féminines, mais ils manquent de ressources. La section des travailleuses de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a ouvert un centre de consultation doté d'un numéro de téléphone gratuit pour les femmes en butte au harcèlement sexuel sur leur lieu de travail. Ce centre n'a pas pu fonctionner pendant la majeure partie de l'année en raison de problèmes budgétaires. De janvier à juin 2007, le centre a reçu 1.108 appels, contre 1.524 en 2006. SOS Femmes en détresse gérait un centre d'appels à Alger et un autre à Batna. Pendant l'année, le centre d'Alger a reçu 2.673 appels et le centre de Batna 1.869 appels.

En vertu du Code pénal, la prostitution est illégale ; toutefois, l'INSP et plusieurs groupes de défense des droits de la femme ont rapporté que la prostitution était un problème croissant.

Le harcèlement sexuel est puni d'une peine d'un à deux ans de prison et d'une amende de 50.000 à 100.000 dinars (750 à 1.500 dollars). La peine est doublée en cas de récidive. La police a déclaré que 107 cas de harcèlement sexuel lui avaient été signalés. Selon l'INSP, 50 cas de harcèlement sexuel ont été jugés en 2007. La majorité des cas signalés se sont produits sur les lieux de travail. SOS Femmes en détresse a fourni des conseils juridiques et psychosociaux à 610 femmes. Durant l'année 2007, au moins 500 femmes ont sollicité des conseils juridiques auprès de cette organisation. Toutefois, la majorité des femmes qui demandaient de l'aide n'ont pas déposé

de plainte officielle. Selon l'INSP, 10 personnes ont été reconnues coupables et ont dû payer des amendes allant de 2.000 à 50.000 dinars (30 à 750 dollars) en 2007.

Pendant l'année, Mme Nouara Djaffar, ministre déléguée chargée de la famille et de la condition féminine, a commencé à appliquer la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui s'attache à mieux faire respecter la loi et à apporter une assistance aux victimes. Les ONG locales ont considéré que c'était une mesure positive pour mieux faire appliquer la loi.

La Constitution reconnaît l'égalité des sexes ; toutefois, certains aspects du droit et de nombreuses pratiques sociales traditionnelles sont encore discriminatoires à l'égard des femmes. Le Code de la famille se fonde en grande partie sur la charia. Le Code de la famille interdit aux femmes musulmanes d'épouser des non musulmans, bien que cette règle n'ait pas toujours été appliquée. Une femme peut épouser un étranger et transmettre de droit la citoyenneté et la nationalité à ses enfants et à son conjoint. Les hommes musulmans peuvent épouser des non musulmanes. En vertu de la charia et du Code civil, les enfants nés d'un père musulman sont musulmans, quelle que soit la religion de la mère.

Les femmes peuvent demander le divorce pour cause de différences inconciliables et de violation de l'accord pré-nuptial, entre autres motifs. En cas de divorce, la femme peut conserver le domicile familial jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de 18 ans. La garde des enfants est normalement attribuée à la mère, mais celle-ci ne peut pas prendre de décisions relatives à leur éducation ou emmener ses enfants à l'étranger sans l'autorisation du père. Dans la pratique, un nombre croissant de femmes conservent le domicile familial quand elles ont la garde des enfants.

Le Code de la famille reconnaît la pratique islamique qui permet à un homme d'épouser jusqu'à quatre femmes. Concrètement, toutefois, seulement 1 à 2 % des mariages étaient concernés et la polygamie était restreinte.

Dans la pratique, les amendements du Code de la famille contredisent les prescriptions de la charia relatives au rôle et au consentement d'un tuteur mâle au mariage d'une femme, bien que ces conditions aient été officiellement retenues. Le tuteur continue de contracter le mariage, mais la femme peut choisir l'homme qu'elle souhaite pour jouer ce rôle.

Les femmes souffrent de discrimination en matière d'héritage. Selon la charia, les femmes ont droit à une part des biens inférieure à celle des enfants de sexe masculin ou des frères de leur mari défunt. Selon la charia, cette différence est justifiée car d'autres dispositions prescrivent que le revenu et les biens de l'époux servent à subvenir aux besoins de la famille, tandis que l'épouse garde, en principe, les biens qui lui appartiennent en propre. Toutefois, dans la pratique, les femmes n'ont pas toujours le contrôle exclusif des biens qu'elles ont apportés en se mariant ou qu'elles ont acquis par elles-mêmes. Les femmes mariées âgées de moins de 18 ans ne peuvent pas se rendre à l'étranger sans la permission de leur mari. Les femmes mariées peuvent contracter des emprunts commerciaux et utiliser leurs propres ressources financières. Selon le Centre national des registres du commerce, 9.500 femmes étaient à la tête d'une entreprise commerciale en 2006. Selon un rapport du Forum économique mondial, le taux de chômage des femmes était de 17,5 % pendant l'année.

Malgré les dispositions constitutionnelles et légales qui reconnaissent l'égalité des sexes, en réalité, les femmes ont continué de faire l'objet d'une discrimination au travail. Les responsables d'associations féminines ont signalé que les violations fondées sur la discrimination étaient fréquentes.

Dans les zones urbaines, les femmes étaient socialement encouragées à poursuivre des études supérieures ou à avoir une carrière. Les filles avaient un taux de réussite au baccalauréat plus élevé que les garçons. Selon des statistiques officielles de 2006, les femmes étaient représentées à hauteur de 60 % dans les professions médicales, de 55 % dans les médias, de 30 % dans les professions judiciaires de haut niveau et de plus de 60 % dans le secteur de l'enseignement. Sur 8,7 millions de travailleurs, 1,5 million étaient des femmes, soit seulement 18 % de la force de travail. Les femmes peuvent avoir leur propre entreprise, passer des contrats et poursuivre des carrières semblables à celles des hommes. En outre, 36 % des juges étaient des femmes et des femmes travaillaient à tous les échelons du système judiciaire. Des agents de police féminins ont aussi été assignés dans certains commissariats pour aider les femmes qui se plaignent de maltraitance.

En 2006, les ministères des Affaires religieuses et de la Santé ont organisé une série de cours de formation destinés aux imams et aux femmes guides afin de mieux traiter certains problèmes sociaux et médicaux, notamment le VIH/SIDA. Dans le cadre de ce

programme, 100 exemplaires d'un guide national sur l'islam et le VIH/SIDA ont été distribués aux personnes présentes.

Les enfants

Le gouvernement s'est généralement engagé à protéger le bien-être, les droits, la santé et l'éducation des enfants. La maltraitance des enfants est illégale, mais elle a continué de poser problème. Les ONG spécialisées dans la protection de l'enfant ont cité des cas de violence familiale à l'encontre d'enfants, qu'elles attribuent à la « culture de violence » qui s'est instaurée depuis le conflit civil des années 1990. Ces comportements sont aussi attribués à la dislocation sociale causée par l'exode rural des familles qui tentaient d'échapper à la violence terroriste. Les experts, mettant en cause la réticence des familles, estiment que beaucoup de cas n'ont pas été déclarés.

En 2006, selon des rapports de presse, des incidents se sont produits, y compris des enlèvements et des viols de fillettes par des terroristes, ainsi que des décès d'enfants généralement imputés au GSPC. Les groupes terroristes n'ont revendiqué aucun de ces incidents.

Le gouvernement assure la gratuité de l'enseignement aux enfants jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire et la scolarité est obligatoire jusqu'à 16 ans. Selon le ministère de l'Éducation nationale, 99 % des enfants ont terminé leur neuvième année d'études, contre 98 % en 2006. Les garçons et les filles reçoivent en général la même éducation. Toutefois, les filles des zones rurales risquent davantage d'abandonner leurs études lorsque leur famille est en difficulté financière, alors que les garçons ont souvent la priorité en matière d'éducation.

Le gouvernement offre des soins médicaux gratuits à tous les citoyens, y compris aux enfants handicapés, bien qu'en général les infrastructures soient rudimentaires.

La traite des personnes

La loi n'interdit pas le trafic des personnes et les responsables considèrent que ce problème tombe sous le coup de la législation existante sur les migrations clandestines. L'Algérie est un point de transit vers l'Europe et un pays de destination de la traite d'hommes, de femmes et d'enfants venus d'Afrique subsaharienne et d'Asie destinés au travail forcé et à l'exploitation sexuelle. Le gouvernement n'a pas reconnu le

problème de la traite des êtres humains, qui s'inscrit selon lui dans le cadre plus général de l'immigration clandestine. Selon le gouvernement, en l'absence de lois spécifiques contre la traite, d'autres lois contre l'immigration clandestine, la prostitution et le travail forcé entrent en jeu pour faire appliquer les normes contre la traite. Rien n'indique une participation officielle du gouvernement à ce commerce.

Des cas de prostitution forcée et de servitude domestique impliquant des immigrants clandestins d'Afrique subsaharienne se sont produits alors que ces immigrants transitaient par le pays, avec l'aide de passeurs, à la recherche d'opportunités économiques en Europe. Le gouvernement ne compile pas de statistiques officielles estimant l'ampleur de la traite des êtres humains. Il n'existe pas de programme d'aide aux victimes et aucune campagne d'information sur le phénomène n'a été entreprise.

Selon un rapport de la Gendarmerie nationale du mois de juin 2007, entre janvier 2001 et janvier 2007, le nombre des migrants clandestins africains et arabes a dépassé les 30.000. La plupart d'entre eux étaient d'origine africaine ; 14 % venaient de pays du Moyen-Orient, notamment de l'Égypte, de la Syrie, de la Tunisie et de l'Irak. Certains étaient aussi originaires du Pakistan. Sur ces 30.000 migrants clandestins, il y avait 1.683 femmes et 1.300 mineurs. Il n'existe pas de statistiques indiquant le nombre de ces personnes qui ont été victimes de la traite avant, pendant ou après leur entrée dans le pays.

Le rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes est disponible à l'adresse suivante : www.state.gov/g/tip.

Les personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes handicapées en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou de prestation d'autres services publics, bien que le gouvernement n'ait pas fait appliquer efficacement ces dispositions dans la pratique. La loi offre une protection, y compris la gratuité des soins médicaux, aux personnes handicapées, et en particulier aux enfants ; toutefois, la discrimination contre ces personnes était omniprésente dans la société. Aucun bâtiment du gouvernement n'était accessible aux personnes handicapées. Les entreprises publiques, en réduisant leurs effectifs, n'ont généralement pas tenu compte de la loi qui stipule qu'1 % des emplois doivent être réservés à des

handicapés. La sécurité sociale rembourse le prix des appareils orthopédiques et quelques ONG spécialisées dans l'offre de soins médicaux ont reçu un soutien financier limité de la part du gouvernement. Le ministère de la Solidarité nationale a fourni des aides financières aux ONG ; toutefois, pour bon nombre d'organisations, ce soutien financier ne représentait qu'environ 2 % de leur budget. Le ministère de la Solidarité nationale soutenait qu'il y avait 1,5 million de personnes handicapées dans le pays, mais selon la Fédération algérienne des associations des handicapés moteurs, ce chiffre était de trois millions.

Autres violences et discriminations sociétales

Le Code pénal criminalise tout comportement homosexuel en public et les homosexuels ne bénéficiaient d'aucune protection juridique spécifique dans le pays. Une discrimination sociétale s'exerçait contre les homosexuels, mais aucun cas de violence ou de discrimination officielle n'a été signalé. Si certains homosexuels vivaient ouvertement en tant que tels, ce n'était pas le cas de la vaste majorité.

Le VIH/SIDA est considéré comme une maladie honteuse dans le pays. Selon les statistiques publiées en mars 2007 par le ministère de la Santé, 2.100 citoyens étaient séropositifs et 736 personnes souffraient du VIH/SIDA. 54 centres offraient des services gratuits de dépistage du VIH/SIDA. Selon une enquête menée en 2007 par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance auprès de 30.000 familles dans les 48 provinces, seulement 15 % de ces familles savaient comment se protéger du VIH/SIDA. Pendant l'année, le ministère de la Santé et l'ONG AIDS Algérie ont lancé une campagne de prévention du VIH/SIDA qui soulignait la nécessité d'éviter toute discrimination, notamment sur les lieux de travail, à l'encontre des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Section 6 Droits des travailleurs

a. Droit d'association

La Constitution permet aux travailleurs de former des syndicats et d'adhérer au syndicat de leur choix, mais stipule que la création des syndicats doit être approuvée par le gouvernement. En vertu de la loi sur les syndicats professionnels, le ministère du Travail approuve ou rejette la demande de création d'un syndicat dans un délai de 30 jours et autorise la création de syndicats autonomes. Toutefois, le gouvernement peut

invalider le statut officiel d'un syndicat si ses objectifs sont jugés incompatibles avec le système institutionnel établi, l'ordre public, les bonnes mœurs, les lois ou la réglementation en vigueur. Il n'y a pas de restrictions légales limitant le droit des travailleurs à se syndiquer. Environ les deux tiers de la population active appartenaient à des syndicats. L'UGTA était la seule confédération de travailleurs légalement reconnue qui rassemble des syndicats nationaux spécialisés par secteur d'activité.

Les syndicats ont le droit de former et rejoindre des fédérations ou des confédérations. Ils peuvent aussi recruter leurs membres sur leurs lieux de travail. Mais dans la pratique, les tentatives de la part de nouveaux syndicats de former des fédérations ou des confédérations ont été entravées par des manœuvres administratives dilatoires. Depuis 1996, la Confédération des syndicats autonomes, qui n'a toujours pas de statut officiel, tente sans succès d'organiser les syndicats autonomes. La loi autorise les syndicats à s'affilier à des organismes syndicaux internationaux et à entretenir des relations avec des groupes syndicaux étrangers. Par exemple, l'UGTA est membre de la Confédération internationale des syndicats libres. Toutefois, la loi interdit aux syndicats de s'associer à des partis politiques et de recevoir des fonds de sources étrangères. Les tribunaux ont le droit de dissoudre les syndicats qui mènent des activités illicites.

La loi reconnaît le droit de grève et, dans la pratique, les travailleurs ont exercé ce droit, sous réserve de certaines conditions. En vertu du décret sur l'état d'urgence, le gouvernement peut exiger des personnels du secteur public et privé qu'ils restent à leur poste dans le cas d'une grève non autorisée ou illicite. Selon la loi sur les relations industrielles, les travailleurs ne peuvent faire grève qu'après 14 jours de conciliation ou de médiation obligatoire. Dans certaines circonstances, le gouvernement a offert de servir de médiateur pour régler un litige. La loi prévoit que les décisions issues des médiations ont force obligatoire à l'égard des deux parties. Si la médiation n'aboutit pas à un accord, les travailleurs peuvent faire grève légalement après en avoir décidé par un vote au scrutin secret. Un niveau minimum de services publics doit être maintenu durant les grèves du secteur public.

La loi stipule que toutes les manifestations publiques, tous les mouvements de protestation et toutes les grèves doivent être autorisés à l'avance par le gouvernement. Pendant l'année, des

grèves et des meetings syndicaux se sont produits dans diverses branches d'activité, notamment les secteurs de la construction, des soins médicaux, des infrastructures portuaires et de l'éducation.

En janvier, les syndicats autonomes ont mobilisé des milliers d'élèves des écoles complémentaires et des lycées dans le pays pour manifester contre les prestations salariales adoptées en novembre 2007 pour le personnel de l'éducation. La grève a effectivement paralysé le système d'éducation pendant presque cinq jours. En février, les syndicats autonomes ont organisé deux grèves de trois jours chacune à l'échelle de la nation afin de réclamer une meilleure rémunération du personnel du secteur public. Pendant l'été, les enseignants contractuels ont fait une grève de la faim de 40 jours et ont tenté d'organiser une série de sit-in devant les bureaux du président. En octobre et novembre, les syndicats ont continué d'organiser des manifestations d'échelle modeste dans les secteurs éducatif, industriel et maritime.

En général, les autorités ont toléré les grèves, mais ont maintenu l'interdiction de défilé et de manifester à Alger en vigueur depuis 2001.

b. Droit de s'organiser et de négocier collectivement

La loi stipule que tous les syndicats peuvent entreprendre des négociations collectives et, dans la pratique, le gouvernement a autorisé les syndicats agréés à exercer ce droit. Selon l'UGTA, 8,7 millions de travailleurs sont couverts par des accords de convention collective. En tout, l'UGTA a signé 218 accords de convention collective entre 2000 et 2007, y compris des accords sectoriels et salariaux dans les branches de l'industrie, des travaux publics et des services. L'UGTA est le seul syndicat autorisé à négocier des accords de convention collective.

La loi interdit aux employeurs d'appliquer des mesures discriminatoires à l'encontre des membres et des organisateurs des syndicats et prévoit des mécanismes pour donner suite aux plaintes déposées par les syndicats pour dénoncer les pratiques antisyndicales d'un employeur.

Il n'y avait pas de zone franche.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution interdit le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes, y compris par les enfants ; toutefois, selon des informations provenant du ministère du Travail, ces pratiques continuaient d'avoir cours.

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour l'emploi

La loi interdit la participation de mineurs à des travaux dangereux, malsains ou nocifs, ou à des travaux jugés inadéquats en raison de considérations sociales et religieuses. L'âge minimum d'admission à l'emploi est de 16 ans, sauf pour les apprentis. Pour entrer en apprentissage, les mineurs doivent avoir l'autorisation d'un tuteur légal. En 2006, le ministère du Travail a déclaré que seuls 95 « jeunes travailleurs » avaient été identifiés lors de visites de terrain effectuées par des inspecteurs du travail dans 5.847 entreprises. Le ministère du Travail effectue des inspections surprises dans des entreprises du secteur public, mais il n'applique pas systématiquement les lois et règlements appropriés dans les secteurs agricole et privé.

En 2005, le ministère du Travail a indiqué que le taux de participation des enfants à la force de travail était de 0,56 %. Toutefois, ce chiffre a été contesté par la FOREM, une ONG locale financée par l'Union européenne qui surveille le respect des droits des enfants. Selon la FOREM, dans les huit provinces les plus peuplées du pays, 6 % des enfants âgés de 10 ans et moins travaillaient, ainsi que 63 % des enfants de 13 à 16 ans. L'enquête a révélé que les enfants effectuaient des heures de travail variables dans de petits ateliers, des exploitations agricoles familiales et surtout dans des commerces informels et dans la vente de rue. Lors d'une conférence de presse en novembre 2007, les représentants de la FOREM ont déclaré qu'un million d'enfants travaillaient dans le pays, dont au moins la moitié avait moins de 16 ans.

Le ministère du Travail est chargé de faire appliquer la législation relative au travail des enfants, mais le respect de ces lois a souffert d'un manque de ressources humaines. En 2006 et 2007, la FOREM a lancé une campagne de sensibilisation auprès du public pour encourager les enfants à rester à l'école jusqu'à 16 ans, plutôt que de rejoindre la force de travail.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum national de 12.000 dinars (177 dollars) par mois ne suffisait pas à assurer un niveau de vie convenable à un travailleur et à sa famille. Le salaire minimum a été établi en 2006 par un pacte social tripartite entre les entreprises, le gouvernement et les syndicats. Les inspecteurs du ministère du Travail étaient chargés d'assurer le respect de la réglementation relative au salaire minimum ; toutefois, son application reste incohérente.

La durée de travail hebdomadaire standard était de 37,5 heures, avec une pause de dix minutes et une heure pour le déjeuner. Au-delà de cette limite, le travail est rémunéré par des primes pour heures supplémentaires sur une échelle mobile allant de l'heure et demie au double de l'heure, selon que le travail ait été effectué pendant un jour ouvrable, un week-end ou un jour férié. En général, le ministère du Travail a fait respecter efficacement les normes du travail, notamment dans la fonction publique et dans les entreprises du secteur public ; toutefois, ces normes ont été moins bien appliquées dans le secteur privé en raison de la faible densité des syndicats.

La loi contient des normes détaillées relatives à l'emploi, à la santé et à la sécurité, mais qui n'ont pas été appliquées de manière efficace par les inspecteurs du ministère du Travail. Aucun rapport n'a indiqué que des travailleurs aient été renvoyés pour avoir refusé des conditions de travail dangereuses. Du fait que les emplois sont généralement régis par des contrats détaillés, les travailleurs sont rarement confrontés à des conditions imprévues sur leur lieu de travail. Si un travailleur est placé dans de telles conditions, il peut essayer de renégocier son contrat de travail ou, si cela s'avère impossible, intenter un recours en justice ; toutefois, la forte demande d'emplois dans le pays donne l'avantage aux employeurs qui cherchent à exploiter leur personnel. Les migrants économiques originaires d'Afrique subsaharienne qui travaillent dans le pays sans statut légal n'étaient pas protégés par les normes du travail en vigueur dans le pays, ce qui les rendait vulnérables à l'exploitation.